



La lettre de Xavier Darcos : simulacre de recul sur la réforme de la formation et du recrutement des maîtres

Après près de deux mois de luttes dans nos établissements, les médias veulent nous faire croire que la lettre de Xavier Darcos constitue un report de la réforme de la formation des enseignants.

Nous ne sommes pas dupes ! La FERCsup CGT n'y voit aucune avancée.

La lettre de Xavier Darcos n'est qu'un simple recul tactique sur la seule question des épreuves des concours, qui conserveraient pour l'année 2010 - et seulement à titre transitoire ! - leurs modalités actuelles. Ce n'est qu'une réponse à la position de la CPU qui a fini par reconnaître l'impossibilité de mettre en œuvre cette réforme dès l'année 2009-2010 !

Les propositions de Xavier Darcos sont tout simplement infaisables et cela revient à mettre en place un système qui va faire cohabiter des étudiants qui auront déjà fait un an de préparation de concours et qui auront échoué, avec d'autres qui auront été admissibles, ainsi qu'avec des étudiants qui auront déjà obtenu un Master1, mais aussi avec des étudiants venant de licence et s'inscrivant en Master1, ...

Cette lettre nous annonce des négociations sur la revalorisation sans apporter aucune information nouvelle.

Les aspects fondamentaux de la réforme restent toujours sans réponse :

- le recrutement sur la base d'un master : l'allongement des études financées par les étudiants et la perte de l'année de stage rémunérée ;
- la réduction du volume horaire des stages de 108h et l'incertitude d'effectuer un stage pour tous les étudiants ;
- l'augmentation de la charge d'enseignement dans l'année suivant la réussite au concours, au détriment de la formation en alternance en IUFM ;

Le report d'un an de la réforme sur la forme tout en maintenant le fond ne peut être considéré comme un recul, moins encore comme une réponse satisfaisante.

Nous continuons à exiger le retrait du projet de réforme de la formation des enseignants comme un préalable à l'ouverture d'une vraie négociation.

Par ailleurs, la FERC-Sup ne peut pas se satisfaire de discussions à la découpe.

Opposée à la loi relative aux Libertés et Responsabilités des Universités (loi LRU) dès que le projet en a été connu au printemps 2007, la FERC-Sup CGT a depuis exprimé à maintes reprises sa réprobation d'une transformation des universités qui réduit à néant le caractère national de la politique publique d'enseignement supérieur et de recherche.

La FERC-Sup CGT ne peut donc accepter aucun décret ou réforme qui en découle et elle rappelle les termes de sa lettre ouverte à la ministre du 25 février 2009 dans laquelle elle exige :

- L'arrêt de toutes les réformes néolibérales en cours.
- Le retrait de la loi « LRU »
- L'abandon du projet de décret modificatif du décret de 84 portant statut particulier des enseignants-chercheurs.
- L'arrêt du démantèlement des organismes de recherche
- L'arrêt de la réforme de la formation des enseignants et la réorganisation de la formation des enseignants en prenant en compte leur cursus universitaire et une formation professionnelle de qualité
- L'arrêt de la politique de suppression massive d'emplois et la création immédiate de postes de titulaires enseignants, chercheurs et personnels BIATOS pour un enseignement supérieur de qualité et pour répondre aux besoins sociaux pressants de la société française en matière de formation de la jeunesse.
- La création d'emplois pour les jeunes diplômés et le maintien des possibilités d'avancement des fonctionnaires en postes.
- L'abandon du projet de contrat doctoral actuel.
- La revalorisation des traitements et salaires ainsi que l'abandon de la politique du « salaire au mérite » fondé sur un système de primes.
- Le maintien du caractère national des diplômes

Bien sûr, ces axes revendicatifs ne constituent pas l'entièreté des aspirations des personnels du supérieur mais les points de contestation que la politique du gouvernement et de la ministre ont singulièrement mis en lumière avec la loi LRU.

S'y ajoutent notamment les revendications historiques suivantes qui souffrent, dans notre secteur, d'une très grande pauvreté :

- * Conditions de travail, hygiène et sécurité, médecine préventive du travail
- * Formation continue des personnels
- * Démocratisation des instances universitaires
- * Action sociale (restauration, logement, enfants, etc.)

La FERC-Sup CGT souhaite que le débat mené en ce moment par la communauté universitaire s'élargisse et pose les bases de la reconstruction d'un grand service public d'enseignement supérieur et de recherche.